

## "L'Europe et le problème allemand" dans Le Phare Dimanche (28 août 1949)

**Légende:** Le 28 août 1949, le périodique bruxellois Le Phare Dimanche insiste sur le rôle que peut jouer l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe en faveur de l'intégration de l'Allemagne au sein de l'Europe occidentale.

**Source:** Le Phare Dimanche. Hebdomadaire indépendant de Bruxelles & du monde. dir. de publ. Fontaine, Pierre. 28.08.1949, n° 191; 4e année. Bruxelles: Le Phare. "L'Europe et le problème allemand", auteur: Bellechasse, André, p. 3.

**Copyright:** (c) Le Phare Dimanche

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"l\\_europe\\_et\\_le\\_probleme\\_allemand"\\_dans\\_le\\_phare\\_dimanche\\_28\\_aout\\_1949-fr-6076e6a6-3d19-4d5a-b6e0-414fdae2732d.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 14/05/2013

## L'Europe et le problème allemand

L'Assemblée consultative européenne de Strasbourg semble à présent avoir trouvé son style, sinon son équilibre. L'élaboration de l'ordre du jour pour la première session s'est effectuée sans incident. En voici les différents points : 1) Etude des changements dans la structure politique de l'Europe qui pourraient être nécessaires pour réaliser une union plus étroite entre les membres du Conseil de l'Europe; 2) Examen des mesures à prendre en vue du maintien et du progrès ultérieurs des droits de l'homme et des libertés fondamentales; 3) Rôle du Conseil dans le domaine économique; 4) Sécurité sociale, la politique du logement et l'équivalence des droits sociaux pour les travailleurs à l'étranger; 5) Coopération culturelle; 6) Unification progressive des dispositions législatives des Etats membres concernant la condition juridique des étrangers, le but final étant la création d'une nationalité commune européenne; 7) Création d'un passeport européen; 8) Programme de grands travaux; 9) Création d'un Office européen des brevets; 10) Coopération en matière de recherche scientifique et de développement technique et mise en commun des ressources en matières premières et énergie.

Cet ordre du jour très chargé, dont l'importance n'est pas négligeable, ne mentionne pas explicitement le problème majeur qui domine la pensée de tous les parlementaires européens réunis à Strasbourg, à savoir : le problème allemand.

Après les élections allemandes de zone occidentale, tous les autres problèmes passent au second plan. Si le résultat des élections, qui dégagèrent avec franchise une majorité anti-socialiste, n'a pas causé à Londres beaucoup de satisfaction, par contre, à Washington comme à Paris, on oublie le renouveau d'ultra-nationalisme pendant la campagne électorale pour se féliciter de la victoire des partis dits modérés, l'écrasement des communistes et l'insuccès relatif des socialistes.

Tour à tour, M. Acheson, M. Robert Schuman et M. Winston Churchill (qui sera peut-être le chef du gouvernement anglais de demain) ont préconisé l'admission immédiate de l'Allemagne au Conseil de l'Europe à Strasbourg. Le Département d'Etat américain a fait savoir que d'ici trente jours les grandes puissances occidentales lèveraient l'interdiction d'investissement outre-Rhin de capitaux étrangers. De son côté, Londres — avec une amertume mal résignée — a communiqué qu'il fallait s'attendre à un arrêt brusque des démantèlements pour l'ensemble des zones d'occupation occidentales. Comme on le voit le problème allemand évolue avec rapidité, mais ce ne sont là que des nouvelles préliminaires. A Strasbourg, dans les couloirs de l'Assemblée, on parle sérieusement d'intégrer l'Allemagne au pacte Atlantique et de la place que pourrait éventuellement occuper le nouveau Reich démocrate-chrétien dans le dispositif de « défense » européen. C'est on le voit aller très loin et intégrer l'Allemagne dans la vie occidentale en lui rendant sa place en Europe.

M. Churchill, à Strasbourg, ne cache pas son intention de soutenir le nouveau gouvernement allemand et de préconiser ouvertement son intégration progressive à la nouvelle Europe. Même si l'admission de l'Allemagne au Conseil de l'Europe ne peut être prévue que pour 1950 ou 1951, M. Churchill veut qu'elle puisse prématurément être étudiée par l'Assemblée consultative. Il semble que M. Churchill estime qu'un tel débat permettrait d'exercer sur l'opinion et le comportement de l'Allemagne une influence favorable au progrès des idées saines et des actes rassurantes. A qui l'interroge, M. Churchill expose cet argument : le problème allemand étant le plus important de tous, l'Assemblée doit être libre d'en discuter sous peine de n'être qu'un organisme esclave, et dont la prompte déchéance étoufferait dans l'œuf la grande expérience de Strasbourg.

Qu'on le veuille ou non, malgré l'opposition sourde de l'Angleterre travailliste, ON NE FERA PAS L'EUROPE SANS L'ALLEMAGNE. « Le peuple allemand, comme le disait M. René Pinon, n'est pas une quantité négligeable dont on puisse disposer sans son concours, son sort est indissolublement lié au sort de l'Europe et on ne construira sans lui ni l'Europe politique, ni l'Europe économique de demain ».

La résolution du problème est délicate, c'est certain; l'oubli des offenses ne se fait pas en un jour : mais n'a-t-on pas « oublié » les offenses italiennes ? Le problème de l'Allemagne est à la fois trop important, trop essentiel et délicat pour que l'on s'attache à cultiver d'éternelles revendications, d'éternelles haines.

Les partisans de l'intégration de l'Allemagne au Conseil européen dans leurs discussions aiment à rappeler les termes nuancés et précis avec lesquels M. Edouard Herriot a abordé ce problème lors de la séance inaugurale qu'il présidait.

On se souvient que M. Edouard Herriot avait d'abord rappelé « la contribution immense que l'Allemagne a fournie à la science, aux lettres, aux arts, à tous les progrès »; qu'il avait évoqué Kant et son projet de paix perpétuelle et cité ce mot magnifique du philosophe : « La politique doit plier le genou devant la morale »; qu'il avait célébré Goethe, Hegel, Beethoven et leurs œuvres si humaines avant de déclarer avec force : « Si l'Allemagne était fidèle à ces hauts exemples, avec quel empressement ne travaillerons-nous pas avec elle à l'organisation d'une Europe libérale. Mais... nous éprouvons l'angoisse de voir réapparaître certaines idéologies fondées sur le culte de la force, sur le « droit du poing » qui à plusieurs reprises ont provoqué, dans une proportion inconnue jusque là des mesures de torture, des exécutions, des déportations, l'horreur des chambres à gaz et ont fait de nombreuses victimes dont beaucoup de familles européennes portent le deuil. Il appartiendra donc à l'Allemagne elle-même de répondre à une question qui pose pour nous un problème encore plus moral que politique. »

La question allemande en est là. Nous voudrions terminer ce bref tour d'horizon sur le problème essentiel de l'Europe en citant certains passages de l'article de M. Léon Blum qui a créé, à Strasbourg, de profonds remous et de longs commentaires.

Le vieux leader socialiste considère les élections allemandes comme « le point de départ d'une ère nouvelle ». Acceptons-en l'augure avec un sourire, car on connaît le pouvoir prophétique de M. Léon Blum ! L'Allemagne est sur la bonne voie, estime-t-il. Mais « il faut que le peuple allemand comprenne enfin que si des fautes sont imputables aux gouvernements aillés c'est le régime hitlérien avec lequel il s'est si longtemps solidarisé qui en était finalement responsable. Il faut que les Alliés et l'Europe en général comprennent enfin qu'un grand peuple ne peut vivre indéfiniment dans le remords et dans la contrition, et qu'un moment vient où il faut lui fournir une espérance. Il faut que les Alliés et l'Europe en général se débarrassent de leur tendance, si explicable qu'elle soit, à confondre en Allemagne nationalisme et patriotisme ». On peut avoir été un adversaire irréductible, un adversaire héroïque du nazisme, et être en même temps un patriote allemand, un patriote passionnément attaché à l'unité nationale de son pays. Les adversaires les plus irréductibles, les plus héroïques de Hitler l'ont combattu au nom de la patrie allemande comme au nom de la liberté personnelle et civique. Ce type d'homme n'est pas rare en Allemagne, et Schumacher en est sans doute le plus remarquable exemplaire. Il ne sera plus question de leur nationalisme quand nous les aurons aidés à créer une Allemagne libre et pacifique, une Allemagne unie et à l'intégrer librement dans la communauté européenne.

On ne fera pas l'Europe sans l'Allemagne, c'est évident. Mais l'Allemagne, le peuple allemand, ne croira à l'Europe occidentale que le jour où les nations occidentales auront accepté d'aliéner une partie de leur souveraineté au profit d'un gouvernement véritablement européen, quand elles auront prouvé qu'elles étaient fermement décidées à fonder une communauté européenne forte, libre et farouchement pacifique.

L'Assemblée consultative de Strasbourg peut largement contribuer à répandre l'idée européenne et jeter les premières bases constructives de l'Europe nouvelle où l'Allemagne aura sa place comme les autres nations; ses membres doivent savoir que de leurs délibérations, de leurs conseils, peut naître l'ordre européen ou bien le chaos propice aux aventures guerrières. Nous n'avons qu'une confiance limitée dans l'efficacité parlementaire pour promouvoir des structures politiques, économiques et juridiques nouvelles, mais nous espérons cependant que les germes qui seront semés au cours de cette première session donneront dans un proche avenir de beaux fruits mûrs. Il faut croire à l'Europe.

André Bellechasse.